



LE PATRIMOINE INDUSTRIEL
DE POITOU-CHARENTES

PATRIMOINE ET INDUSTRIE EN POITOU-CHARENTES

Connaître pour valoriser



du 12 au 14 septembre 2007

Discours et
résumés des
interventions

Première journée, 12 septembre

Poitiers (École supérieure d'ingénieurs de Poitiers [ESIP], 40 avenue du Recteur Pineau).

Ouverture du colloque

Discours d'ouverture, par **M. Paul Fromonteil**, *Vice-président du Conseil régional de Poitou-Charentes*



« Mesdames, Messieurs,

Je tenais tout d'abord à excuser Mme Ségolène Royal, présidente du Conseil régional, retenue par d'autres obligations, qui m'a demandé de la représenter auprès de vous.

Je suis heureux de vous accueillir à ce colloque, " patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser ", organisé par la Région Poitou-Charentes et dont les travaux vont s'étendre sur les trois prochains jours.

Poitou-Charentes est une terre de patrimoine. Située au bout de l'Europe, ouverte sur l'Atlantique, la région a connu les grands vents de l'histoire. Depuis l'origine, l'homme a marqué la région : en témoignent la frise magdalénienne du Roc-aux-Sorciers, les tumulus néolithiques de Bougon ou les ateliers de taille de silex du Grand-Pressigny qui s'étendent jusque dans le département de la Vienne. Avec la Bourgogne, Poitou-Charentes est une grande terre d'art roman : plus de 800 églises romanes, des abbayes, un art militaire avec les donjons de Loudun ou Niort par exemple. Cet art militaire se prolonge ensuite avec les fortifications Vauban.

Cette richesse patrimoniale doit nous servir aujourd'hui comme demain. Avec elle, la région se doit d'être à la hauteur de ce patrimoine. Première région à avoir achevé l'inventaire de son patrimoine industriel, elle se doit aujourd'hui de réfléchir sur cette expérience et d'en rendre compte à l'ensemble des autres régions françaises.

La notion de patrimoine a connu une évolution considérable. Elle s'applique à des éléments du passé qui nous concernent encore aujourd'hui et portent beaucoup de choses pour demain. Toute la dimension de l'homme doit être au cœur des questions à débattre.

L'évolution institutionnelle, avec la décentralisation du service régional de l'inventaire, permet à la Région et aux territoires de mieux se saisir de ce patrimoine qui doit devenir vivant : les retombées de ces études doivent aller au-delà des spécialistes, des administrateurs des territoires ou des animateurs du patrimoine. Elle est importante pour l'évolution de l'urbanisme, pour faire vivre l'espace public.

Le patrimoine industriel était méconnu, et particulièrement celle de sa dimension humaine : le rôle des agriculteurs, des coopératives, des entrepreneurs a permis une richesse considérable.

Depuis 1981, une série de colloques a apporté une vue globale sur le patrimoine industriel en France. La spécificité de notre colloque, aujourd'hui, c'est qu'il s'appuie sur la première étude régionale complète, et qu'en même temps il vise à donner des clés pour ensuite mettre en œuvre des actions de valorisation.

Car le patrimoine industriel, c'est un ensemble de savoirs, de valeurs en prise avec les problématiques d'aujourd'hui, et la question du sens et du devenir de ce patrimoine doit être posée de façon large, dans le monde culturel, l'animation des quartiers, du monde rural, du " vivre ensemble ". C'est d'ailleurs pourquoi, en Poitou-Charentes, le service régional de l'inventaire est aujourd'hui intégré dans un pôle appelé " Vivre ensemble ".

Je vous souhaite à tous un bon colloque, et des travaux fructueux que je suivrai aujourd'hui avec attention.

Je vous remercie. »

Session 1 : État des lieux ; état des connaissances

Session présidée par **M. Serge Bouffange**, responsable du Service régional de l'inventaire, Région Poitou-Charentes.



Résultat du tamisage opéré par le temps, le millier de sites et de machines industriels encore présents en Poitou-Charentes est un reflet de l'histoire de l'industrie dans la région. Il éclaire d'un jour complémentaire la connaissance historique que l'on peut avoir du fait industriel, du XVI^e siècle aux années 1950, dans la région, mais aussi en France et en Europe.

- Introduction : résultats et enseignements de l'enquête sur le patrimoine industriel de Poitou-Charentes, par **Mme Pascale Moisdon**, chargée d'études, Service régional de l'inventaire Poitou-Charentes.

Cette introduction présente les conditions de l'enquête, telles qu'elles ont été déterminées à l'échelon national lors du lancement de ce travail, dans les années 1980. Les résultats à l'échelle régionale seront resitués dans le contexte géo-historique du Centre-Ouest, et les questions des anachronismes (limites des territoires, bornes chronologiques, acception des dénominations) seront également abordées. Cette présentation, qui vise à proposer aux participants une grille de lecture commune à tous, permet d'engager un débat épistémologique introduit par les communications suivantes.



Mme Pascale Moisdon-Pouvreau

En 20 ans, 1000 usines ont été identifiées et étudiées sur le territoire régional de Poitou-Charentes. Ce corpus, constitué sur des critères retenus à l'échelon national, est loin d'être négligeable pour une région, qui n'est généralement pas perçue comme territoire d'industries. Il illustre la totalité des activités qui ont existé dans la région ; le secteur de l'agroalimentaire occupe une place prépondérante en regroupant plus de la moitié des usines, mais d'autres secteurs sont également bien représentés. Les activités phares (laiteries, distilleries d'eau-de-vie de cognac, minoteries, papeteries) côtoient des activités insoupçonnées (construction automobile, préparation de crin, fabrication d'allumettes, ...).

L'étude met en évidence un phénomène d'industrialisation propre à la région, tant dans son rythme, que dans ses principales caractéristiques ; ainsi, la crise du phylloxéra sert-elle de catalyseur à l'essor de deux grandes activités industrielles : la distillerie d'eau-de-vie de cognac et la laiterie dont le dynamisme doit beaucoup au mouvement coopératif. Cependant, l'industrialisation régionale fait aussi écho par bien des aspects au développement industriel national, voire européen.

L'enjeu de cette étude est de mettre la connaissance au service de la mise en valeur d'un patrimoine qui résulte de phénomènes, assez peu anciens au regard de notre civilisation, mais qui ont fortement modifié, sur une période de plus de 150 ans, l'organisation économique et sociale d'une société aux fondements, jusqu'alors, exclusivement agricoles.

□ **Synthèse nationale des études d'inventaire appliquées au patrimoine industriel, par *Mme Marina Gasnier, maîtresse de conférences à l'Université de Belfort-Montbéliard.***

En réaction à la désindustrialisation massive du paysage français en mutation, une cellule consacrée au patrimoine industriel est créée à l'initiative de Jack Lang en 1983 au sein de la Direction du Patrimoine (Ministère de la Culture). Un but lui est assigné : agir en urgence pour la connaissance et la préservation d'un patrimoine encore invisible. Parallèlement à une réflexion méthodologique, la cellule lance, en 1986 et grâce à l'action locale des services régionaux de l'Inventaire général, un repérage national des témoins de l'industrie. Cette communication tentera d'abord, d'en établir une synthèse. Le rappel des objectifs initiaux, l'évocation des moyens mis en oeuvre, la présentation des résultats obtenus par le recensement patrimonial seront autant de façons d'évoquer l'ampleur du travail effectué en deux décennies que d'analyser l'évolution du regard porté sur l'héritage industriel ou la prégnance toujours plus importante de sa dimension mémorielle.



Mme Marina Gasnier et M. Bruno Malinverno

Une réflexion sur les modalités de prise en compte de ces repères culturels, véritables leviers en terme d'aménagement et de développement territorial, sera proposée dans un second temps. Il s'agit ici, d'envisager la place et la forme que devraient aujourd'hui prendre la connaissance dans les politiques locales de gestion et de préservation patrimoniale afin de répondre au mieux aux besoins des acteurs publics comme aux attentes de la population.

En somme, ce sont les conditions et les enjeux de l'opération nationale portant sur le patrimoine industriel, scientifique et technique mise en place récemment dans le nouveau contexte institutionnel de l'Inventaire général, qui seront évoqués.

□ **Le patrimoine industriel en France depuis 20 ans et le Comité d'information et de liaison pour l'archéologie, l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel (CILAC), par *M. Bernard André, secrétaire général du CILAC.***

Trente années de patrimoine industriel dans notre pays : le temps d'une génération pour en définir l'objet, en esquisser les contours, assurer les méthodes d'approche, inventorier et parfois protéger. Ce temps aurait semblé bien long s'il avait été imaginé par ceux des premiers qui s'intéressèrent au sujet, réunis au sein du CILAC dès 1978... Aujourd'hui, à défaut d'être accepté par tous comme un patrimoine méritant une attention particulière et un traitement approprié, du moins est-il reconnu et identifié.



M. Bernard André

Pour autant, la patrimonialisation ne s'arrête pas à l'inventaire des lieux : celui-ci n'est qu'un préalable, nécessaire à la connaissance et à la compréhension. Nous sommes désormais entrés dans l'ère de la valorisation : que faire de tous ces lieux d'anciennes industries repérés, étudiés et identifiés ? Il n'existe pas de réponse univoque et unique. Reconversion architecturale, usages culturels, mercantiles, lieux d'une nouvelle forme du travail ou d'habitat : quels que soient les destins futurs des sites - mineurs comme majeurs – il nous appartient à tous, aujourd'hui, d'en préserver le sens. Tel est le défi et l'enjeu capital de cette « seconde mi temps ».

□ Les perceptions du patrimoine industriel aujourd'hui et l'avenir de ce champ patrimonial, par **Mme Dominique Ferriot**, professeure au Conservatoire national des arts et métiers.

« Avoir un œil attentif et une bonne paire de chaussures », pour Angus Buchanan ou Maurice Daumas (*L'Archéologie industrielle en France*, 1980), les qualités de l'archéologue industriel renvoient bien à l'image du patrimoine industriel dans ces années militantes qui, après la destruction des pavillons Baltard, n'intéresse qu'une poignée d'historiens, architectes, ingénieurs soucieux de préserver les traces d'une activité industrielle en pleine mutation. L'avenir du travail est aussi en question. Après l'âge de la mécanique, la révolution de l'électronique a bouleversé les conditions d'exercice et la nature même des activités économiques. Dans le champ culturel, les musées de l'innovation technologique (ainsi en France, le musée du Conservatoire national des arts et métiers) cherchent un nouvel avenir. Ces différents acteurs s'associent pour créer une association, le CILAC, qui donnera une impulsion décisive aux études et à la mise en valeur de ce qui est maintenant dénommé *patrimoine industriel*.



Mme Dominique Ferriot

Après ces années militantes vient le temps de la reconnaissance, l'inscription d'un nouveau champ de recherches au sein de l'Inventaire général des richesses artistiques de la France, *Comment la beauté vient aux usines*, (Michel Melot, revue AIF, juin 2005). C'est le temps des reconversions des anciennes fabriques en musées, en écoles, en bureaux, de la redécouverte des sites et paysages industriels avec un rapport nouveau à la nature, transformée par l'homme mais riche du travail et de la vie des hommes. De la création du Centre historique minier de Lewarde à l'implantation du Louvre à Lens il y a cependant une différence de regard, faut-il se souvenir de la mine ou l'« esthétiser », évoquer à Völklingen la mémoire des milliers de travailleurs du fer ou la référence aux pyramides d'Égypte, que veut-dire l'inscription de sites industriels dans la listes des œuvres reconnues comme faisant partie du patrimoine mondial de l'humanité ?

La réalité est aujourd'hui complexe. La pollution, les cancers, le peu de cas fait d'un développement responsable sont bien associés à l'image de l'industrie et de son emprise sur la vie des hommes et des femmes dans les territoires et les installations devenus aujourd'hui objets d'étude. Quel avenir faut-il proposer pour le lavoir à charbon des Chavannes près de Montceau (anciennement Montceau-les-mines, aujourd'hui Montceau en Bourgogne..) ? Les exemples réussis de réadaptation des bâtiments industriels qui ont trouvé de nouveaux usages (le bâtiment des docks de la Joliette à Marseille par exemple ou la transformation en cours des Grands Moulins de Paris devenus siège de l'Université Paris 7) ne suffisent pas à donner une image heureuse d'un patrimoine longtemps méconnu, aujourd'hui reconnu mais toujours en quête d'un avenir « durable » c'est-à-dire porteur de sens par rapport aux activités passées et source de vie pour les habitants, les usagers, les populations d'aujourd'hui.

Deuxième journée, 13 septembre

Poitiers (École supérieure d'ingénieurs de Poitiers, 40 avenue du Recteur Pineau).

Regards croisés

Session 2 : Territoires, paysages et activités

Session présidée par *M. Guy Di Meo*, professeur de géographie, Université de Bordeaux-III.



Ce thème souligne les interactions multiples entre espace physique et interventions humaines. Les ressources naturelles peuvent être exploitées comme sources d'énergie, matières premières, voies de communication pour les hommes et les produits de l'activité humaine. A son tour, l'industrie modèle l'espace naturel dans lequel elle s'insère. Ces relations d'interdépendance connaissent au fil du temps des variations de nature et d'intensité, découlant à la fois d'initiatives locales et nationales.

- **Processus de patrimonialisation et construction de territoire par *M. Guy Di Meo***

Après avoir relevé les formes originales de la production patrimoniale contemporaine jusqu'à l'inclusion de l'environnement dans la notion de patrimoine, la contribution s'attache à rechercher les raisons de la « prolifération » patrimoniale. Elle souligne quels sont les processus concrets de patrimonialisation (prise de conscience, jeux d'acteurs et contextes, sélections et justifications, conservation, exposition et valorisation). Elle interroge enfin sur la relation entre les patrimoines, les territoires et la construction dialectique que cette relation implique.



M. Guy Di Meo

- **Territoires et paysages :**

- ✓ **Présentation générale par *M. Samuel Arlaud*, professeur de géographie, Université de Poitiers.**



M. Samuel Arlaud

- ✓ **Filatures de soie dans les Cévennes (transformation d'un paysage) par *M. Michel Wienin*, chargé d'études, service du patrimoine, Région Languedoc-Roussillon.**

Attestée en Languedoc oriental dès le XIII^e siècle, la production de soie se développe rapidement à partir de la Renaissance pour devenir la culture dominante de la zone montagneuse au XIX^e siècle, une quasi-monoculture même dans certaines vallées reculées du Gard et de l'Hérault où le mûrier dont la feuille constitue la nourriture exclusive des " vers " à soie, le dispute au roi châtaignier, l'arbre nourricier par excellence des paysans de la montagne.

Cette épopée agro-industrielle de plusieurs siècles a façonné un paysage spécifique aussi bien au niveau du foncier (champs en terrasses, irrigation, voiries spécifiques*) que du bâti rural (magnaneries) mais aussi industriel et urbain : filatures et moulinerie de soie, grosses fermes enrichies et " châteaux " ou hôtels particuliers de négociants ayant fait fortune*).



M. Michel Wienin

Près de 40 ans après la fermeture de la dernière usine en 1968 plus de dix après l'échec en 1994 d'une dernière tentative de relance, ce patrimoine, souvent laissé plusieurs décennies à l'abandon, connaît aujourd'hui des fortunes diverses : du reboisement souvent en bonne partie spontané à un usage agricole renouvelé comme la production d'oignons doux AOC pour les versants aménagés, de la destruction pure et simple à la restauration en habitations et résidences secondaires pour les bâtiments ruraux et des emplois parfois inattendus (écoles, hôpitaux, chapelles, bureaux d'études*) pour les usines urbaines ou isolées au fond des vallées. Quelques exemples resitués dans le cadre d'une vision d'ensemble permettent de mieux comprendre l'évolution en cours et les perspectives d'avenir d'un ensemble de vestiges particulièrement important et qui demeure fortement identitaire pour la mémoire locale.

- ✓ **Répartition et implantation des fours à chaux en Deux-Sèvres : influence du contexte géologique, par M. Didier Poncet, conservateur du Centre d'interprétation géologique du Thouarsais.**

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la chauxonnerie était une activité marginale dans les Deux-Sèvres. A l'avènement du second Empire, alors que l'amendement des sols par chaulage connaissait un essor important, la production de chaux, insuffisante, ne permit pas de répondre aux besoins des agriculteurs. Pour pallier cette pénurie, de nombreux fours à chaux (ou chauxoirs) seront alors construits dans les années 1850-1870, notamment sur les cantons de Coulonges-sur-l'Autize et de Thouars. Le plus souvent installés à l'aplomb d'une déclivité naturelle, ils fonctionnaient au bois ou à la houille selon le procédé dit « à feux continus »...



M. Didier Poncet

Près de soixante-dix de ces fours à chaux ont été inventoriés dans le département. A de rares exceptions près, ils ont été bâtis sur ou à proximité des gisements de matière première (calcaires du Jurassique inférieur-moyen), aux confins des zones où affleurent le socle granitique et métamorphique du Massif armoricain (Bocage bressuirais et Gâtine poitevine), voire des formations résiduelles argileuses telles les « Terres rouges à châtaigniers » dans le Mellois.

- **Les réseaux de circulation**

- ✓ **La Charente et la Nouvelle-France, par Mme Aline Carpentier-Le Corre, chargée de projet au Centre des monuments nationaux, La Rochelle.**

Le fleuve Charente par sa situation géographique et son parcours rend possible l'exploitation de différents sites et l'acheminement des marchandises vers les zones urbaines et la littorale. Le fleuve n'est pas étranger dans le choix d'implantation de l'arsenal royal de Rochefort au XVII^e siècle.

Les archives, les travaux des historiens et les traces dans le patrimoine permettent d'affirmer que la Charente joue alors un rôle majeur dans le développement des colonies et en particulier dans le développement et l'approvisionnement de la Nouvelle-France aux XVII^e et XVIII^e siècles (Canada, Acadie, Terre-Neuve, Louisiane). C'est ce que nous démontrerons en nous appuyant sur les travaux d'inventaire des lieux de mémoire de la Nouvelle-France, mené entre 2002 et 2004 par le service régional d'inventaire de Poitou-Charentes, les universités de Poitiers et de La Rochelle ainsi que le Centre International de la Mer-Corderie Royale.



Mme Aline Carpentier-Le Corre

- ✓ **L'industrialisation d'Orléans et la Loire, par Mme Caroline Barry, chargée d'études, Service régional de l'inventaire, Région Centre.**

La mise en œuvre d'une ZPPAUP (zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) à Orléans a permis d'inventorier une vingtaine de sites industriels et de proposer une alerte en matière de protection, ceux-ci ayant été indiqués comme bâtiments de grand intérêt architectural. Ce repérage réalisé dans un temps relativement court a cependant motivé les réflexions sur le rôle du fleuve dans l'industrialisation d'Orléans.

Si la valorisation du patrimoine industriel de la ville d'Orléans était envisageable, celle-ci ne pourrait se faire sans avoir questionné au préalable les rapports qu'entretiennent la ville et son fleuve, à savoir comment la ville industrielle utilise le fleuve comme axe de communication mais aussi comme ressource de matériaux et canal d'évacuation des eaux usées. Ce propos sera illustré au travers d'exemples en cours d'étude.



Mme Caroline Barry

- ✓ **Le réseau électrique en France, par M. Renan Viguié, doctorant en histoire, Université de Bordeaux III.**

L'analyse de l'histoire de la formation du réseau électrique nous conduit à plusieurs constats. Le réseau doit avant tout se comprendre comme une construction progressive, interconnectant les diverses échelles géographiques : des premiers temps héroïques de l'électrification régionale à la difficile mise en place d'une Europe de l'électricité. Le rapport au territoire est incontestablement au cœur de ces problématiques, puisqu'en permettant la mise en commun des moyens de production et en instaurant une solidarité énergétique, le réseau a historiquement joué un rôle d'unification du territoire régional comme national. Il ne faut pas négliger non plus le rôle moteur de l'électrification sur le développement économique et social de la région. Le rapport de l'électricité au secteur industriel, au tourisme et au chemin de fer constitue un trait marquant de l'histoire du réseau électrique, notamment dans les Pyrénées où la force hydroélectrique a permis l'introduction des germes de la seconde industrialisation dans une région à peine effleurées par les manifestations de la première.



M. Renan Viguié

- ✓ **Impact durable de l'industrie : la pollution des rivières de la Vienne et des Deux-Sèvres (XIX^e -début XX^e siècle), par M. Vincent Olivier, doctorant en histoire contemporaine, Université de Poitiers.**

« S'il est facile de constater l'inconfort du voisinage, il est en revanche plus difficile de démontrer scientifiquement et rapidement la pollution des eaux ». Ce rapport, daté de 1927 et rédigé par l'inspecteur départemental du travail de la Vienne, montre les difficultés rencontrées pour juger de la pollution de l'eau et prévenir des abus des industries. En effet, si l'odorat signalait les dangers de l'air, l'ouïe ceux du bruit, c'est la vue qui détectait ceux de l'eau. En fonction de sa couleur, de son écoulement et des corps qu'il charrie, on appréciait ou non de la pollution d'un cours d'eau. Se basant essentiellement sur les enquêtes réalisées par les conseils départementaux d'hygiène et de salubrité de la Vienne et des Deux-Sèvres, cette étude tentera d'aborder les représentations, c'est-à-dire la façon dont les habitants des villes et des campagnes percevaient la pollution des rivières, les différentes industries polluantes et les moyens de lutte mis en place par l'administration aux XIX^e et XX^e siècles.



M. Vincent Olivier

Session 3 : De l'artisanat à l'industrie, ruptures et continuités : les process, les inventions et les hommes

Session présidée par **M. Pierre Pérot**, *Espace Mendès-France à Poitiers*.



Comment un secteur d'activité passe-t-il de l'artisanat à l'industrie ? Quelles traces matérielles en demeure-t-il ? quel est le temps requis pour la diffusion d'une nouvelle technologie sur un territoire donné ? L'industrialisation d'un secteur entraîne-t-elle nécessairement celle d'autres secteurs ? Comment s'adaptent les mentalités à ces changements d'organisation ?

- **Modèle(s) économique(s) et industrie en Poitou-Charentes**, par **M. Olivier Bouba-Olga**, *maître de conférences de sciences économiques, Université de Poitiers*.

Les citoyens, les politiques et les médias portent une attention quasi-obsessionnelle sur les délocalisations vers les pays en développement, accusées de vider progressivement le territoire national de toute activité industrielle et d'engager la France dans un processus irréversible de désindustrialisation. L'objectif de cette contribution est de montrer que le problème est ailleurs : la France est affectée par un processus plus général de réorganisation des activités économiques, au sein duquel les délocalisations pèsent finalement peu.



M. Olivier Bouba-Olga

Des exemples d'entreprises industrielles de Poitou-Charentes permettent d'illustrer les différentes logiques qui sous-tendent ce processus de réorganisation (logique de coût, logique d'innovation et logique financière) et qui conduisent à l'émergence de différents « modèles » économiques.

- **De la pérennité des techniques :**

- ✓ **Les mutations de l'industrie papetière au début du XIX^e**, par **M. Denis Peaucelle**, *conservateur du Musée du papier, Angoulême*.

L'étude des mutations liées au passage de la fabrication du papier à la forme dans les moulins à l'industrie papetière peuvent être scindée en quatre parties.

En Charente, les changements se produisent entre 1828 et 1842 et concernent une vingtaine de sites pour lesquels il y a eu :

- => la création de nouveaux bâtiments induisant un style architectural innovant ;
- => une adaptation à des techniques de production totalement nouvelles ;
- => une modification des systèmes de fonctionnement financiers ;
- => une transformation des comportements sociaux et culturels.



M. Denis Peaucelle

L'étude de ces quatre aspects d'une véritable révolution industrielle nous permet d'aborder les conséquences sur l'économie locale et la création d'activités connexes à la papeterie. Les illustrations proposées permettent de constater que des traces matérielles subsistent de cette évolution.

✓ **La chamoiserie, par M. Daniel Courant, conservateur, Musée du Donjon, Niort.**

Les témoignages les plus anciens conservés à Niort concernant l'activité du travail de la peau se lisent sur une pierre tombale du XIII^e siècle par la présence d'un couteau à écharner et d'une peau étavillonnée. Sur une bannière corporative de la seconde moitié du XIX^e figurent des couteaux, des ciseaux et une lunette à poncer. L'iconographie de la chamoiserie peut s'enrichir également à la lecture d'un jeton de présence de la caisse d'Epargne de Niort, sur un vitrail d'une église à Saint-Liguaire, un blason du XVII^e siècle ou les planches de l'Encyclopédie de Diderot. Toutes ces représentations expliquent la transformation d'une peau de mouton brute en une peau chamoisée par le principe de tannage à base d'huile de poisson, technique utilisée spécialement à Niort jusqu'en 2005.



M. Daniel Courant

• **Les ouvriers : l'évolution et la perception de leur statut dans l'entreprise, dans la société :**

✓ **Les ouvriers des manufactures d'État du XVII^e au XX^e siècle, par M. Patrick Mortal, professeur, Université de Lille.**

Les manufactures d'armes de l'État sont depuis le XVII^e siècle disposées autour du massif central pour la plupart, même si les premières étaient sur les frontières de l'Est : Saint-Etienne, Tulle, Châtellerauld. Leur personnel a sous chacun des régimes successifs un statut particulier, on parle depuis la République de « travailleurs de l'État ».



M. Patrick Mortal

La Manufacture d'armes de Châtellerauld occupe une place particulière dans cet ensemble, son étude révèle les étapes de la transformation de la condition ouvrière et les mécanismes de constitution du mouvement ouvrier.

C'est en 1819 qu'est prise la décision de la construire en substitution aux établissements de l'Est. C'est ainsi un établissement intermédiaire conçu à une échelle inconnue jusqu'alors mais dans le cadre de technologies antérieures à l'acier Bessemer, aux machines et à l'organisation du travail modernes. Vers 1860, c'est en son sein que la grande transformation va s'opérer, du monde des boutiques aux ateliers tayloriens, du contrôle de l'objet au contrôle du processus, du prix de la pièce au tarif au devis.

Le mouvement ouvrier y naît précocement avec la rapide concentration des travailleurs. Il reste longtemps marqué par ses débuts dans un terrain presque vierge et un environnement idéologique qui ne semble pas toujours lui correspondre. Lorsque se forment les grandes organisations ouvrières, les réticences induisent une division tardive entre amicalistes et syndicalistes socialistes. Pourtant, quand revient le temps de la division entre les deux guerres, l'unité syndicale est mieux préservée, dans des conditions très originales. Cet esprit unitaire se retrouvera devant la menace de fermeture dès les années 1950, jusqu'au dernier souffle de la sirène en 1968.

- ✓ 100 000 conflits industriels (v. 1830 - v. 1960). Des conflits ouverts aux conflits souterrains, par **M. Frédéric Chauvaud**, professeur d'histoire contemporaine, Université de Poitiers.

De la monarchie de Juillet aux années soixante du XX^e siècle, la France connaît plus de 100 000 conflits industriels, dont les formes, les logiques et les effets sont très variables. Ils accompagnent l'avènement d'une société industrielle. Par commodité, il est possible de distinguer trois grandes catégories d'actions conflictuelles. Tout d'abord, les conflits « ensauvagés » comprenant aussi bien les grève-émeutes, que les bris de machine ou encore les appels au sabotage, allant parfois jusqu'à des tentatives de dynamitage de bâtiments industriels. Ensuite, les conflits ritualisés qui s'intègrent aux usages du temps comme la grève dont le caractère violent et la spontanéité s'émoussent, tandis que se multiplient les « suspensions collectives de travail ». Mais nul doute qu'une culture du conflit négocié s'est progressivement substituée à l'expression violente des différends, portant aussi bien sur les salaires, les conditions de travail que sur le droit à la dignité. Enfin, reste à explorer le vaste domaine des grèves « camouflées », des tensions à peine exprimées, des rivalités entraperçues, des divisions sourdes, tout juste ébauchées. Cet ensemble reste encore aujourd'hui largement méconnu. Ces trois grandes formes de conflits sont indissociables du mouvement d'industrialisation. Elles sont des révélateurs des conditions de travail industriel, des situations conflictuelles, des représentations de la mécanisation, mais aussi des aspirations des uns et des autres.

- ✓ La formation des syndicats ouvriers dans la région Poitou-Charentes, par **M. Laurent Cantamessa**, docteur en droit.

La formation du syndicalisme ouvrier en Poitou-Charentes débute véritablement au cours des années 1880. Le recours à l'association professionnelle dans le cadre syndical se diffuse progressivement pour concerner, dès la première décennie du XX^e siècle, l'ensemble des secteurs d'activité, la plupart des villes et de nombreuses zones rurales. Le mouvement syndical est alors suffisamment structuré pour mener une action cohérente d'étude et de défense des intérêts économiques des ouvriers.

Loin du modèle longtemps présenté comme national, le syndicalisme apparaît en Poitou-Charentes comme très peu marqué par l'idéologie et avant tout soucieux de réalisations concrètes.

Troisième journée, 14 septembre

Châtellerault, Nouveau Théâtre, Salle de l'Angelarde (44 rue de l'Angelarde).

**Les enjeux du patrimoine industriel en Poitou-
Charentes**

Session 4 : Mémoires industrielles (des hommes, des entreprises)

Session présidée par **M. Hubertus Von Amelunxen**, directeur de l'École européenne supérieure de l'image (EESI).



L'usine, espace collectif de travail, est un lieu de sociabilité dans lequel les gestes, les compétences, les savoirs des techniques fondent une culture propre. La fermeture ou la réaffectation d'un établissement ne se fait pas sans douleur. Elle est peu propice à la préservation et à la mise en valeur de témoignages matériels, même si les solidarités peuvent jouer et entretenir la mémoire collective.



M. Hubertus Von Amelunxen

- **Les témoignages oraux :**

- ✓ **Collecte orale et témoignages écrits. Pratiques de l'Institut d'histoire du temps présent, par M. Alain Beltran, directeur de recherche au CNRS.**

Notre expérience de l'interview se place plutôt dans la sphère des patrons, cadres supérieurs ou dirigeants syndicalistes, souvent dans l'entreprise publique. Il y a quelques années, l'histoire dite orale figurait parmi les fronts pionniers de notre méthodologie et, surtout aux États-Unis, cette méthode était revendiquée pour comprendre les minorités qui accédaient peu ou mal à l'écrit. Au fur et à mesure, la méthode s'est banalisée en particulier parce que l'histoire contemporaine s'est approchée des rivages de l'histoire immédiate ou tout au moins très contemporaine. Il n'est plus surprenant désormais qu'un étudiant de master fasse des interviews. D'ailleurs, pourquoi laisser cette méthode aux seuls journalistes, politologues et sociologues? Ceci dit, la critique de la source orale (subjectivité, contrainte du moment, oublis plus ou moins volontaires, difficulté de la transcription...) est désormais bien établie. Mais loin de condamner la méthode, on voit au contraire des ministères, des entreprises, des syndicats... développer de vastes campagnes d'entretiens. On peut donc certainement parler de banalisation. Toutefois, dans une approche historique, l'entretien doit dans la mesure du possible être confronté aux archives et autres sources écrites; il doit bien entendu être critiqué de façon interne et externe; il doit enfin être positionné dans l'échelle-temps comme un document construit a posteriori pour les besoins d'un chercheur. Autant dire que son utilité en est réduite d'autant. Pourtant, sa subjectivité, sa spontanéité, la lecture "en creux", l'empathie qu'il provoque envers le sujet et les acteurs en donnant de la chair à une problématique quelquefois abstraite sont autant d'éléments qui amènent à poursuivre l'usage de cette méthode, avec malgré tout la protection de bons garde-fous.



M. Alain Beltran

- ✓ **Les témoignages oraux pour une histoire des entreprises et la construction d'une mémoire ouvrière, au travers des travaux du Groupe de Recherches du Centre Châtelleraudais d'Histoire et d'Archives, par *M. Pierre Bugnet, professeur honoraire des universités.***

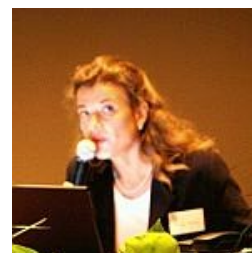
Les entreprises concernées par cette étude ont exercé une activité industrielle, donc de fabrication dépassant le cadre local, dans le Châtelleraudais entre le milieu du XIX^e siècle et la période d'après-guerre (années 1950-70). Les entreprises privées, principalement prises en compte, ont laissé peu de traces matérielles. Les archives publiques donnent des renseignements administratifs et statistiques. Les archives d'entreprise ont presque toujours disparu. D'où l'intérêt des témoignages oraux. Deux types d'entretiens ont été réalisés : anciens dirigeants (ou descendants) afin de restituer l'histoire de l'industrie châtelleraudaise, et anciens employés pour accéder à leurs conditions de travail. La MAC n'a été considérée qu'à ce dernier point de vue. Une dizaine d'entreprises ont été jusqu'à présent étudiées. Ce travail est mené par le groupe de recherches du CCHA comprenant 9 personnes. Certains entretiens (MAC) ont été réalisés en partenariat avec la MJC des Renardières.



M. Pierre Bugnet

- **Les archives d'entreprises, par *Mme Brigitte Pipon, directrice des archives départementales des Deux-Sèvres.***

L'état des lieux prend en compte, non seulement les archives d'entreprises conservées dans les dépôts publics (principalement Archives départementales et municipales) mais aussi celles conservées dans les entreprises elles-mêmes ou en mains privées. Il fait apparaître le faible taux de conservation de ce type de documents par rapport au foisonnement d'activités, en tous domaines, qui ont été ou sont encore présentes dans la région.



Mme Brigitte Pipon

Le désintérêt des responsables d'entreprises ainsi que le manque de place se révèle être les principales causes des destructions. L'archiviste se trouve confronté, quant à lui, au manque d'information sur la fermeture des entreprises et aux masses, souvent conséquentes, que représentent ces archives et qui engendrent de ce fait, un traitement lourd.

Parmi les fonds conservés dans les services publics, les domaines les plus représentés relèvent de l'agro-alimentaire (laiterie, panification), du papier (papeterie, imprimerie), du bâtiment et des activités maritimes. Quelques entreprises manifestent, depuis l'origine, leur préoccupation patrimoniale par la conservation de leurs propres documents (Heuliez, sociétés de Cognac).

On ne sera pas étonné, à partir de ce constat, que de trop rares études se soient penchées jusqu'à présent sur l'activité industrielle régionale.

- Les films inédits, d'amateurs et de commande, par **Mme Danièle Hiblot et M. Bertrand Desormeaux**, association **Trafic Image**, Angoulême.



Mme Danièle Hiblot et M. Bertrand Desormeaux

Trafic Image conduit depuis 1995 un projet de préservation du patrimoine cinématographique à travers le collectage et l'inventaire de documents inédits tout en favorisant la création contemporaine et l'émergence de projets de valorisation des films retrouvés.

Aujourd'hui une collection de documents inédits constitués de films amateurs, de famille, de fiction, d'entreprise, collectés par l'association, offre des témoignages

uniques de la vie quotidienne et économique de la région jusqu'aux années 1960.

Ces films originaux pour lesquels aucune copie n'était réalisée (du fait de leur contexte de production), sont des témoignages uniques qui nécessitent un travail de préservation spécifique pour assurer leur conservation et leur transmission pour les générations futures.

Donner une seconde vie à ces films passe par un travail de recontextualisation et de réinterprétation de ces images.

Trafic image est associé à l'atelier de recherche et de création (Arc archives) de l'École Européenne Supérieure de l'image d'Angoulême. Cet atelier de recherche mène un travail de réflexion sur l'image d'archive à partir notamment du fond préservé par Trafic Image et favorise la création contemporaine et l'expérimentation.

Cette intervention permet d'aborder les questions spécifiques liées à l'analyse des films d'archives ayant trait au patrimoine industriel et interrogera notamment les représentations qui sont données à voir des hommes, des machines, des rythmes et des cadences.

- Urbanisation de Châtelleraut (rapport entre la ville classique et la ville industrielle), par **Mme Laurence Davillon**, chef de projet en urbanisme, **Société d'équipement du Poitou**. Visite du site de la Manufacture de Châtelleraut.



Vue de la ville de Châtelleraut depuis la passerelle de la Manu

À partir des conclusions de l'étude de Zone de protection du patrimoine urbain et paysager menée sur la ville de Châtelleraut, la présentation s'attachera à montrer le rapport existant actuellement entre la Manufacture et la ville : comment ce site industriel de renommée internationale est-il perçu aujourd'hui ? Comment peut-il s'ouvrir à la ville ? Comment permettre la réappropriation des lieux par les Châtelleraudais ?

Session 5 : Table ronde : Une nouvelle vie pour le patrimoine industriel : réutilisation, reconversion, intervention des collectivités et identité des territoires



M. Vincent Ruault et Mme Héléne Gherman

Table ronde animée par **M. Vincent Ruault**, responsable du Service tourisme, Région Poitou-Charentes

Le patrimoine de l'industrie est fragile : que faire des sites, bâtiments et machines, lorsque l'activité de production s'y arrête ? Quelles nouvelles destinations donner aux sites désaffectés sans les figer ? Quelles étapes suivre ? Quels obstacles sont à franchir ? Peut-on préserver ce patrimoine lorsqu'il abrite encore de nos jours une activité industrielle ?

- ✓ Reconversion d'une filature et tissu urbain à Manchester, par **Mme Ingrid Theuninck**, doctorante en histoire de l'art
- ✓ Le canal de Lachine à Montréal, par **M. Fabrice Bonnifait**, chargé de mission, Service culture et patrimoine, Région Poitou-Charentes
- ✓ L'architecte et les friches industrielles , par **M. Fabrice Lextraît**, chargé de mission, Ateliers Jean Nouvel
- ✓ Animer un ancien site industriel : la distillerie de Saint-Pierre de Maillé (Vienne), par **Mme Héléne Gherman**, propriétaire
- ✓ Les anciens chais Monnet à Cognac : un site en devenir, par **Mme Pascale Ordonnaud**, responsable de l'Espace Découverte en pays du cognac

Clôture du colloque

Discours de clôture par **Mme Tondusson**, *Vice-présidente du Conseil régional de Poitou-Charentes*



Clôture du colloque par Mme Brigitte Tondusson

« Mesdames, Messieurs,

J'ai le plaisir, au nom de Mme la Présidente de Région, de clore ce colloque, que M. Paul Fromonteil a ouvert.

Vous ne pouviez pas mieux conclure ce colloque qu'à Châtelleraut.

Ville la plus industrielle du Grand Ouest de la France par son taux d'ouvriers dans la population active, Châtelleraut a toujours entretenu la mémoire et la culture de sa tradition ouvrière, qui

remonte à son industrie coutelière puis à la Manufacture.

Edith Cresson surtout a compris que c'est sur ces bases que l'on devait construire l'avenir, y compris économique, de la cité.

Pour ce qui concerne la Région, c'est un travail de terrain qui a servi de point de départ à ce colloque : l'inventaire des lieux du patrimoine industriel, que la région Poitou-Charentes est la 1^{ère} en France à avoir achevé. Cet inventaire fait partie de la compétence nouvelle sur le patrimoine culturel que la Région a reçue de la loi de décentralisation de 2004 et qui est devenue effective au début de cette année.

1 000 usines, sur tout le territoire de la Région ont ainsi été identifiées et étudiées.

À partir de cet ensemble, mais aussi en prenant appui sur des exemples majeurs, comme le site de la Manufacture, ici, à Châtelleraut, vous avez pendant trois jours examiné, analysé les liens très étroits qui existent entre le patrimoine, les territoires, l'économie, hier comme aujourd'hui.

Ce colloque, organisé par la Région, constitue ainsi une sorte de bilan, avant d'aborder une nouvelle étape pour agir, de façon concrète.

Nous avons tous besoin de connaître d'où nous venons et ce qu'a été notre histoire. Nous devons l'expliquer simplement aux habitants, aux jeunes, trouver des moyens innovants pour qu'ils la partagent, cette histoire, qu'ils comprennent qu'elle nous rassemble. Le patrimoine de l'industrie est évidemment une partie importante de notre histoire, surtout ici, à Châtelleraut.

Vos travaux auront, de façon immédiate, trois utilités :

Ils permettront d'aider les autres régions à avancer, de façon rénovée, dans l'inventaire du patrimoine industriel, en donnant une place plus grande à l'homme dans l'industrie;

ils permettront, en Poitou-Charentes, de lancer, comme l'a voulu l'assemblée régionale, un inventaire de la mémoire ouvrière. C'est très important, et il faut faire vite : les témoins disparaissent, les uns après les autres.

Ils déboucheront sur un guide de « bonnes pratiques », pour que ce patrimoine industriel ne reste pas abandonné : il faut que les propriétaires actuels, les associations, les acheteurs possibles, publics mais aussi privés, trouvent, rassemblés en un lieu, sur internet, des exemples, des indications pratiques, pour savoir à qui s'adresser, à qui demander conseil, pour redonner vie au patrimoine de

l'industrie. La Région Poitou-Charentes a choisi de s'impliquer dans ce travail et de le coordonner, avec les différents acteurs concernés sur les territoires.

Je terminerai par deux nécessités :

Il faut que le patrimoine industriel soit intégré dans les démarches de développement économique des territoires. Il faut de la volonté pour cela, mais ce n'est pas hors de portée : ici encore, l'exemple de Châtelleraut le montre.

Il faut aussi accorder une attention forte au tourisme, quand on parle de patrimoine industriel : si la Région est la 3e de France pour le tourisme industriel, ce tourisme est aujourd'hui exclusivement concentré sur la zone de production du cognac. Et il faut, ici aussi, trouver des solutions innovantes pour développer cette forme de tourisme qui répond aux attentes des populations.

Et là, sans attendre, la Région donne l'exemple: elle invite, ce week-end, tous les habitants, à découvrir plus de 50 sites industriels, dont la moitié ouvre pour la première fois. Il y en a toujours un près de chez soi : par exemple, trois sont à moins de 20 km d'ici : la Manufacture, une exposition sur la Manufacture au château de Thuré, le Moulin de Chitré à Vouneuil-sur-Vienne.

C'est comme cela, en construisant des actions à la fois simples et innovantes que l'on permettra à ce patrimoine industriel de prendre toute ses dimensions, d'être transmis aux jeunes et de revivre, comme nous le souhaitons tous.

Pour conclure, je reprendrai une citation qui pourrait guider notre action en matière de patrimoine industriel. En substance, Jean Jaurès disait : « De l'autel de nos ancêtres, entretenons la flamme et non les cendres ».

Je vous remercie. »